



La 6^e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial s'est réunie à Paris du 17 au 22 mars pour discuter de certains aspects de politique générale et de gestion liés à la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial* (voir page 2). Cette session a également préparé une partie du travail de la 27^e session qui doit se tenir à Suzhou, Chine, du 29 juin au 5 juillet 2003.

Cette prochaine session du Comité sera particulièrement riche car elle traitera de nombreuses questions, dont le texte final des *Orientations*. La réunion en Chine abordera en particulier des points comme l'établissement de rapports périodiques dans la région Asie et Pacifique, l'état de conservation de biens sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril, et les propositions d'inscription de sites en 2003.

La région Asie et Pacifique est la troisième région à entreprendre l'exercice de rapports périodiques. Le Comité examinera les rapports périodiques nationaux de vingt-sept Etats parties d'Asie et douze Etats parties du Pacifique. Ce sera la première occasion pour de nombreux pays du Pacifique, dont les nouveaux Etats parties, de présenter la situation du patrimoine dans leur sous-région. Les actions entreprises dans les Etats arabes et en Afrique, dans le cadre du suivi de leur exercice de rapports périodiques (2000 et 2001/2002), seront également discutées.

Pendant la réunion, plus de soixante-dix rapports sur l'état de conservation de biens seront débattus. Environ trente-cinq propositions d'inscription, ainsi que l'extention d'un certain nombre de sites existants, seront discutées.

La réunion de Suzhou va étudier le budget du Fonds du patrimoine mondial pour 2004-2005 et discuter également de la Stratégie globale de formation et de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative.

De plus, le Comité va délibérer du nombre de propositions d'inscription à examiner à l'avenir et va évaluer la «décision de Cairns» sur le plafond, actuellement fixé à trente propositions.

Le Comité va également adopter le rapport de ses activités à présenter à la 32^e session de la Conférence générale de l'UNESCO en octobre.

Le Comité va aussi privilégier les objectifs stratégiques fixés à la 26^e session à Budapest, Hongrie : la crédibilité de la Liste, la conservation effective des biens du patrimoine mondial, la mise en place d'un véritable renforcement des capacités et une meilleure sensibilisation de l'opinion publique par la communication. Il va donc étudier les outils de leur mise en œuvre, y compris les principes du patrimoine mondial, les programmes du patrimoine mondial et l'Initiative de partenariats du patrimoine mondial.

Francesco Bandarin, Directeur du Centre du patrimoine mondial

sommaire

Un Projet de déclaration concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel ... va être présenté à la 167^e session du Conseil exécutif en septembre 2003, et à la Conférence générale en octobre prochain. Bien qu'elle soit un instrument à caractère non contraignant, cette Déclaration renforcera les principes fondamentaux en vigueur pour empêcher et interdire la destruction intentionnelle du patrimoine culturel en temps de guerre comme en temps de paix.

Le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, à l'ouverture de la 6^e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial, le 17 mars 2003 à Paris

1 Editorial - Francesco Bandarin
Directeur du Centre du patrimoine mondial

2 La 6^e session extraordinaire du Comité
Entretien avec l'Ambassadeur d'Argentine à l'UNESCO

Tourisme et patrimoine mondial

3 Patrimoine moderne d'Asie
Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes

La Fondation nordique du patrimoine mondial

Patrimoine mondial en péril

4 Pour en savoir plus

Qui fait quoi ?

Calendrier

Comité du patrimoine mondial 6^e session extraordinaire

La 6^e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial s'est tenue au Siège de l'UNESCO à Paris, du 17 au 22 mars. Soixante et onze Etats parties étaient présents, ainsi que des représentants de l'UICN, de l'ICOMOS et de l'ICCROM, et plusieurs observateurs. On y a également noté la présence d'une délégation de la ville de Suzhou, Chine, et de la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO, qui ont tenu plusieurs réunions en prévision de la 27^e session du Comité à Suzhou, Chine (29 juin-5 juillet 2003).

A la demande de la 26^e session du Comité (Budapest, juin 2002), cette session extraordinaire devait discuter d'aspects de politique générale concernant la *Convention du patrimoine mondial*.

Le Comité du patrimoine mondial a révisé son Règlement intérieur pour tenir compte de son nouveau cycle de réunions, qui doivent maintenant avoir lieu au milieu de l'année, en juin/juillet.



© Cécile Wringarten

Le Comité a également étudié les questions juridiques et de politique générale concernant l'éventuelle nécessité d'un accord de l'Etat partie pour l'inclusion d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ou son retrait de la Liste du patrimoine mondial. Le Comité a décidé de conserver le texte actuel des *Orientations* traitant du suivi réactif, de l'inclusion de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril, et du retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial.

Le Comité a aussi débattu de la révision des *Orientations* et a chargé le Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec les organisations consultatives, d'effectuer plusieurs tâches complémentaires et finales afin de présenter des *Orientations* simples à utiliser pour adoption à la 27^e session du Comité du patrimoine mondial, à Suzhou, Chine.

Une nouvelle structure budgétaire révisée du Fonds du patrimoine mondial a également été étudiée et adoptée. Elle reflète les objectifs stratégiques du Comité (adoptés en 2002) et est conforme à la structure du budget proposée dans le Projet de programme et de budget de l'UNESCO pour 2004-2005.

Les décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial à sa 6^e session extraordinaire sont consultables sur le site Web suivant : <http://whc.unesco.org/fr/archive/decrec03-6extcom.htm>

Tourisme et patrimoine mondial



Participants à la séance spéciale sur le patrimoine mondial à l'ITB à Berlin

Le 9 mars, à la Foire internationale du Tourisme (ITB) de Berlin, le Centre du patrimoine mondial a organisé une séance de travail spéciale sur «Le patrimoine mondial et les programmes de partenariats touristiques : travailler ensemble à la conservation des sites». Quarante-cinq personnes de 25 pays y ont assisté, dont des voyageurs, des sociétés de conseil, des responsables d'offices du tourisme, des ONG, des institutions et des fondations.

On utilise souvent le nom de l'UNESCO ou les mots de «patrimoine mondial» dans la stratégie de marketing touristique. Le «patrimoine mondial» figure sur les brochures et dépliant et certains voyageurs organisent et vendent des «circuits du patrimoine mondial». Cette séance spéciale à l'ITB a mis l'accent sur l'importance grandissante qui est attachée à l'engagement avec le tourisme en tant qu'élément essentiel de la protection et de la conservation des sites.

«Comme le tourisme entraîne à la fois des avantages et des inconvénients pour les sites du patrimoine mondial, il faut qu'il y ait un échange actif, à la fois pour développer au maximum les aspects positifs de l'entreprise et en réduire les impacts négatifs» a déclaré à la réunion Francesco Bandarin, Directeur du Centre.

Le Dr Wolf Michael Iwand, Directeur exécutif du département de l'Environnement du plus important voyageur mondial, TUI, a fait part de son enthousiasme à l'idée de partenariats avec des sites naturels du patrimoine mondial, indiquant qu'il fallait fixer des priorités pour les efforts de protection. Il a déclaré qu'il était convaincu que le tourisme devait respecter les limites de capacité d'accueil des sites et il a suggéré que cette industrie participe à la fixation de ces limites.

Grand Circle Corporation, l'un des plus importants voyageurs américains consacrés aux seniors, entame un partenariat avec le Centre, en offrant 100 000 dollars par an pour les cinq ans à venir à différents sites du patrimoine mondial. Selon Maury Peterson, Directrice de la Grand Circle Foundation, ces partenariats avec l'UNESCO sont positifs pour les deux parties car ils peuvent avoir des avantages pour les sites et enrichir également l'expérience offerte par Grand Circle.

Le projet lancé par le Centre RARE pour la conservation tropicale, le PNUE, l'UNESCO et la FNU associe la préservation de la biodiversité au tourisme durable sur six sites du patrimoine mondial en Amérique latine et en Indonésie. Ce projet vise à planifier et utiliser le tourisme en étroite collaboration avec les communautés locales pour contribuer à réduire les impacts sur la biodiversité.

«Les sites du patrimoine mondial concernés par ce projet servent de laboratoire pour le tourisme durable. Le fait que ce soit un projet régional attire l'attention des gouvernements et du secteur privé car il génère des fonds» a déclaré Art Pedersen, Consultant du Centre en tourisme et gestion des visiteurs.

Natarajan Ishwaran, Chef de la Section du patrimoine naturel au Centre, animait les débats. Il a conclu en rappelant que la variété d'expériences que recherchent les touristes avec le patrimoine mondial offre de nombreuses possibilités de collaboration entre le tourisme et la conservation. Il a terminé par un appel à l'engagement actif du tourisme pour établir des partenariats à long terme.

Entretien avec l'Ambassadeur d'Argentine à l'UNESCO

La *Lettre* s'est entretenue avec S. Exc. M. Juan Archibaldo Lanus, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Argentine en France et Délégué permanent auprès de l'UNESCO.



S. Exc. M. Juan Archibaldo Lanus, Ambassadeur d'Argentine

La coopération se développe entre les pays ayant des sites adjacents classés sur la Liste du patrimoine mondial. L'Argentine coopère avec le Brésil pour les sites communs d'Iguazu/Iguacu. Elle travaille aussi avec le Paraguay et le Brésil à améliorer la préservation de l'ensemble des missions jésuites des XVI^e et XVII^e siècles de ces pays. Quelle leçon en tirer ?

En tant qu'observateur puis membre du Comité du patrimoine mondial, l'Argentine a activement participé aux débats sur la nouvelle orientation stratégique de la Liste du patrimoine mondial. Il a été utile pour nous d'apprendre l'importance des propositions d'inscription transfrontalières, non seulement comme moyen de contrôle du nombre grandissant de sites sur la Liste, mais essentiellement comme instrument de paix et de coopération entre Etats voisins.

L'Argentine travaille à la proposition d'inscription de Quebrada de Humahuaca. Quel est le rôle de ce site dans cette logique de coopération ? Quelle place tiennent les peuples indigènes dans la planification de cette proposition d'inscription ?

Quebrada de Humahuaca est précisément un exemple de la manière d'aménager un site frontalier du patrimoine mondial. Si la valeur universelle exceptionnelle du site est reconnue par le Comité à sa 27^e session en Chine, Humahuaca représentera la première étape d'une proposition d'inscription transfrontalière beaucoup plus

vaste, dont nous commençons l'étude avec la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur et le Pérou. Il s'agit du «Camino del Inca» – la piste de l'Inca.

Notre constitution nationale reconnaît la préexistence, sur le plan ethnique et culturel, du peuple argentin indigène – qui constitue en fait une partie de nos communautés locales. L'Argentine juge particulièrement important que ces communautés locales participent à la protection de leur patrimoine culturel et naturel, comme nous l'avons d'ailleurs expressément rappelé dans la *Déclaration de Budapest*. C'est ainsi que les autorités de notre province de Jujuy, responsables de la proposition d'inscription de Quebrada de Humahuaca, ont travaillé aux côtés des communautés locales sur les divers aspects de l'établissement de la proposition d'inscription, et sont en contact permanent avec elles.

Malgré la situation économique difficile en Argentine, votre gouvernement parvient encore à accorder une haute priorité à la préservation et à la conservation du patrimoine culturel et naturel. Comment faites-vous ?

C'est le résultat de beaucoup de travail, d'une utilisation ingénieuse de ressources rares et de l'engagement personnel de différentes autorités – cadres aussi bien qu'employés – à tous les niveaux de nos services gouvernementaux compétents. Le Centre du patrimoine mondial et le Bureau de l'UNESCO à Montevideo se sont montrés des partenaires plus que sérieux pour seconder ces efforts. Notre plus grand stimulant est cependant le peuple argentin, qui est de plus en plus sensibilisé à l'importance de préserver notre patrimoine.



© UNESCO

Patrimoine moderne d'Asie

La seconde réunion régionale sur le patrimoine moderne asiatique a été organisée par le Centre du patrimoine mondial, l'École d'Architecture de Chandigarh, le mAAN (Réseau d'architecture asiatique moderne) et DOCOMOMO (Documentation d'édifices, sites et ensembles urbains du mouvement moderne), avec l'appui financier du gouvernement néerlandais. Tenue du 24 au 27 février à Chandigarh, Inde, elle a été officiellement ouverte par le lieutenant général Jack Frederick Ralph Jacob, Gouverneur du Pendjab et Administrateur de Chandigarh. Des discours ont été prononcés par Francesco Bandarin, Directeur du Centre, et Karan A. Singh, Secrétaire d'Etat aux Finances, à l'Ingénierie et au Développement urbain, et Administrateur en chef du Projet «Capitale».

Les trente experts qui ont étudié l'identification, la conservation et la documentation du patrimoine asiatique bâti des XIX^e et XX^e siècles ont convenu du manque d'unité de la modernité sur ce vaste continent. Les formes de la modernité en Asie sont étroitement liées aux conditions politiques, économiques, sociales et culturelles ponctuelles, ainsi

qu'aux manières traditionnelles régionales et sous-régionales de comprendre et d'ordonner l'espace – comme la géomancie, le feng-shui et le mandala. Les participants ont décidé qu'il fallait tenir compte de ces différences lors de l'identification et de l'évaluation des biens et sites du patrimoine moderne, et lors de la sélection de listes indicatives nationales.

L'assistance a estimé que la définition d'une approche critique de l'environnement depuis le début du XVIII^e était inhérente au concept de modernité, en tant que processus de développement d'une nouvelle conscience du soi. Les relations Orient-Occident, concernant notamment l'évaluation de l'impact de la modernité ainsi que le contact et la communication entre différents peuples et pays ont été un thème récurrent de la réunion.

Bien que les participants aient discuté de bâtiments pris isolément et de l'architecture au sens strict, plusieurs exposés ont été centrés sur l'identification et la gestion de zones urbaines et vernaculaires et le rôle des populations locales dans le processus de préservation.

Certains des biens et sites présentés pendant la réunion d'experts ont donné lieu à un débat sur l'authenticité. Les participants ont convenu que l'authenticité fait essentiellement référence à la qualité innovante et créative d'un bien, ainsi qu'aux valeurs qu'il représente.

Les participants ont convenu qu'il fallait développer la coopération avec l'UNESCO, les ONG spécialisées et les universités, et établir des inventaires selon les conseils de réseaux professionnels (comme le mAAN ou DOCOMOMO). Il a été recommandé de se renseigner sur les programmes de recherche et de formation existants et sur la réalisation d'études comparatives traitant de l'importance universelle de villes modernes prévues et bâties en Asie et renvoyant à leurs homologues d'Europe et d'Afrique.

Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes

Une réunion de planification sur «Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes» s'est tenue au Siège de l'UNESCO le 7 mars, avec la participation de 40 professionnels concernés par l'éducation au patrimoine mondial (EPM), dont des experts, des représentants gouvernementaux et des fonctionnaires de différents secteurs et bureaux régionaux de l'UNESCO.

Cette «réunion de réflexion» a fait le point sur les conceptions

actuelles du patrimoine mondial et la participation des jeunes dans sa préservation afin de tracer la voie à suivre pour l'avenir du projet et proposer une stratégie à moyen et long terme.

Pour faire de l'éducation au patrimoine mondial une préoccupation essentielle, les participants ont convenu, entre autres, qu'il fallait sensibiliser les ministres de la Culture et de l'Education à la nécessité d'intégrer l'EPM dans les programmes d'études nationaux. L'assemblée a également suggéré de prendre contact avec les réseaux existant au sein des fédérations mondiales, des ONG et des musées.

La réunion a recommandé de relier plus souvent les forums de jeunes sur le patrimoine mondial à des cours de développement des compétences qui pourraient être organisés pendant des événements sous-régionaux. Convenant que les sites du patrimoine mondial ne peuvent pas être considérés comme des terrains de jeux pour enfants, les participants ont fait remarquer qu'«apprendre à faire» est beaucoup plus efficace pour les enfants que des connaissances théoriques. Ils ont donc recommandé de réaliser des activités périscolaires.

L'assemblée a vivement recommandé d'utiliser les technologies de l'information et de la communication dans la mesure du possible et s'est prononcée pour un développement de la réalisation de jeux sur CD-ROM et d'animations visuelles liés au patrimoine mondial.

La réunion a également recommandé qu'au cours des sessions de formation des enseignants, on facilite les débats entre enseignants, gestionnaires de sites, personnel du Centre, personnel de musée et étudiants.

Un ensemble de propositions a été formulé, dont la consécration d'une année des Nations Unies au «Patrimoine mondial entre les mains des jeunes», la création d'un répertoire de bailleurs de fonds éventuels pour le projet, la publication d'une version pour les jeunes de la *Convention du patrimoine mondial* et la garantie d'une protection juridique à la mascotte de «Patrimonoito». Il a également été demandé de trouver des mécènes connus et des célébrités qui puissent avoir un rôle de modèles pour diffuser le message de l'EPM.

Patrimoine mondial en péril



© Ediciones San Marcos

La Zone archéologique de Chan Chan (Pérou)

Le vaste site fragile de la Zone archéologique de Chan Chan, ville la plus importante de l'Amérique précolombienne, était la capitale du royaume chimu qui connut son apogée au XV^e siècle, avant l'établissement de l'empire inca. L'aménagement de cette immense ville reflète une stratégie politique et sociale rigoureuse, marquée par sa division en neuf «citadelles» de brique d'adobe et de terre. Ces «palais» forment des unités indépendantes abritant temples, cimetières, jardins, réservoirs et salles ordonnées symétriquement. On pense que les citadelles servaient de résidences, de sites de sépulture et d'entrepôts à l'aristocratie. La plus grande partie de la population de la ville vivait à l'extérieur des citadelles dans des quartiers beaucoup plus modestes.

Chan Chan a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril en 1986, l'année même de son inscription sur la Liste du patrimoine mondial. L'érosion naturelle endommage rapidement ses constructions en terre exposées aux intempéries. Le site a subi le pillage, l'occupation illégale des terres et, en 1998, l'impact de pluies torrentielles et d'inondations dues au phénomène El Niño, ce courant chaud du Pacifique qui affecte le climat de l'ensemble du monde.

L'adoption d'un Décret devrait mettre un terme à l'occupation des terres du site. Un plan directeur doit maintenant être développé pour installer un système de sécurité, réaliser des projets de préservation d'urgence et réparer les toits, le système d'assainissement et les autres dégâts causés par El Niño. Une équipe de police montée est opérationnelle depuis 2002 et effectue des rondes jour et nuit. La présence d'une douzaine de gardiens sur place a eu un effet positif immédiat sur la protection du site.

L'Etat partie doit présenter un rapport de situation pour étude par le Comité à sa 27^e session, en juin-juillet à Suzhou, Chine.

La Fondation nordique du patrimoine mondial

Le royaume de Norvège a proposé l'association de la

Fondation nordique du patrimoine mondial à l'UNESCO, en tant que centre régional sous les auspices de l'UNESCO. Ce centre régional serait financé par la Norvège et subventionné par les gouvernements nordiques.

C'est ainsi que le Bureau nordique du patrimoine mondial a été officiellement converti en Fondation nordique du patrimoine mondial en mars 2002, en vue de devenir un centre sous les auspices de l'UNESCO. Ce Bureau fonctionnait depuis mars 1996, avec un budget annuel de 300 000 dollars, pour épauler la mise en œuvre et la promotion de la *Convention du patrimoine mondial* dans les pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) et dans les Etats baltes, et aider à la réalisation de plusieurs projets en Afrique et en Asie. Une évaluation internationale entreprise en 2001 a recommandé d'établir ce Bureau à titre permanent.

La nouvelle Fondation va rassembler les pays nordiques dans leur projet commun de réalisation des intentions et exigences de la *Convention*. Elle a déjà apporté son appui au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO par la mise à disposition de compétences techniques, diffusion d'informations et contribution à des projets. Elle réunit des fonds de sources bilatérales et multilatérales et facilite l'assistance aux efforts de conservation du patrimoine culturel et naturel dans des pays en développement. Dans le cadre de ces objectifs, la Fondation a un rôle de centre régional et international en aidant au suivi de la Stratégie globale du Comité.

La Fondation nordique du patrimoine mondial coordonne toutes ses activités avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO. Elle travaille avec des partenaires internationaux à des projets visant à corriger le déséquilibre de la Liste du patrimoine mondial et à rationaliser le travail du patrimoine mondial en matière de coopération internationale pour le développement.

Elle compte renforcer sa contribution aux stratégies à moyen terme de l'UNESCO dans le domaine de la culture, en cherchant notamment à améliorer les liens entre culture et développement par le renforcement des capacités et le partage du savoir.

Après obtention des auspices, le fonctionnement de la Fondation sera évalué avant la fin de 2008, c'est-à-dire avant les 6 ans de la durée initialement prévue de ce projet d'accord avec l'UNESCO.

Pour tout renseignement complémentaire: <http://www.nwhf.no>



Le temple de Yuzhengong, totalement détruit par le feu en janvier dernier

pour en savoir plus

Le 3 février, **Saint Vincent-et-les-Grenadines** a déposé son instrument de ratification, portant ainsi le nombre d'Etat parties à 176. La *Convention du patrimoine mondial* entrera en vigueur le 3 mai pour cet Etat partie.

La seconde session de la **Réunion intergouvernementale d'experts concernant l'avant-projet de convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel** s'est tenue au Siège de l'UNESCO du 24 février au 1^{er} mars. Une troisième session se tiendra le 10 juin pour finaliser l'avant-projet pour soumission par le Directeur général de l'UNESCO au Conseil exécutif et à la 32^e Conférence générale pour étude et adoption éventuelle.

Une réunion internationale d'experts intitulée **Harmonisation des listes indicatives arabes des sites naturels du patrimoine mondial**, organisée par le Ministère égyptien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la Commission nationale égyptienne et le Comité national égyptien du MAB (Programme sur l'homme et la biosphère) s'est réunie au Caire, Egypte, du 17 au 20 février pour discuter d'aires naturelles susceptibles de devenir patrimoine mondial, et en particulier de sites en série et transfrontaliers.

En janvier, un incendie a totalement détruit le temple millénaire de Yuzhengong qui faisait partie du site du patrimoine mondial des **Bâtiments anciens des montagnes de Wudang**. Heureusement, il n'y a pas eu de blessés. L'Administration d'Etat du patrimoine culturel chinois a entrepris en février une mission de suivi dont les résultats seront communiqués au Comité du patrimoine mondial à sa prochaine session à Suzhou, Chine.

A la mi-janvier, des jeunes de Jamaïque, des Bahamas, de La Barbade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines se sont réunis à Kingston, Jamaïque, pour le lancement du **Projet de l'UNESCO sur la réduction de la pauvreté par le tourisme et le patrimoine (PATH)**. Au programme : trois jours d'atelier de développement des compétences pour la documentation des sites culturels et du patrimoine afin de développer le tourisme et la venue de visiteurs nationaux et internationaux.

Qui fait quoi ?

Le Directeur du Centre du patrimoine mondial, **Francesco Bandarin**, s'est rendu au Népal du 20 au 24 février pour accompagner le Président du Comité du patrimoine mondial, **Tamás Fejérdy**, à la mission de haut niveau sur le site du patrimoine mondial de la Vallée de Kathmandu. **Ray Bondin**, Président du Comité de l'ICOMOS pour les Villes et villages historiques, y a également participé. Avec **Natarajan Ishwaran**, Chef de l'unité du patrimoine naturel, M. Bandarin est allé à Washington et New York du 29 janvier au 5 février pour assister à une série de réunions avec plusieurs partenaires du patrimoine mondial, pour étudier de nouvelles possibilités de collaboration. Il a assisté à la réunion du Bureau de la Fondation nordique pour le patrimoine mondial à Oslo, Norvège, du 8 au 10 janvier. **Tamás Fejérdy**, Président du Comité du patrimoine mondial, est venu au Centre du 21 janvier au 5 février pour participer à la réunion d'information organisée pour les Etats parties et rencontrer les membres du Comité et des représentants des unités régionales et de différents secteurs et unités de l'UNESCO. Du 24 au 28 février, la Directrice adjointe du Centre, **Minja Yang**, et le Conseiller spécial de l'UNESCO, **Yves Dauge**, se sont rendus au Laos pour discuter avec les autorités nationales et locales de mesures de protection et de conservation de Luang Prabang. Mme Yang est allée du 6 au 8 février en Turquie à un atelier sur la réhabilitation du centre historique d'Istanbul, ainsi qu'à une réunion avec le groupe du Projet européen et avec le Président de l'Université technique d'Istanbul, **Nuran Gülersoy**. **Peter Bridgewater**, Directeur de la Division des sciences écologiques de l'UNESCO, a été nommé Secrétaire général de la Convention de Ramsar sur les zones humides. Il remplacera à partir du mois d'août le Secrétaire général sortant, **Delmar Blasco**. En plus de réunions à Washington et New York (voir ci-dessus), **Natarajan Ishwaran** s'est rendu en Thaïlande du 15 au 23 février, à l'atelier UICN/ Organisation internationale des bois tropicaux sur «Les initiatives transfrontalières pour la conservation des forêts tropicales humides», et pour discuter avec les autorités thaïlandaises. **Mechtild Rössler**, Chef de l'Unité Europe et Amérique du Nord, a dirigé une mission internationale à la Chaussée des Géants et sa Côte en Irlande du Nord, Royaume-Uni, du 16 au 19 février. Cette mission a été

réalisée en commun avec **Marija Zupancic-Vicar**, ancienne Ministre slovène de l'Environnement, qui représentait l'UICN, **Herman van Hooff**, Conseiller pour le patrimoine mondial en Amérique latine et aux Caraïbes, et Conseiller pour la culture au MERCOSUR, a assisté à un séminaire sur la gestion des Pistes andines-Piste de l'Inca du 26 au 28 février à Tilcara, Jujuy, Argentine, où il a rencontré le nouveau Directeur de l'Institut national de la Culture du Pérou, l'archéologue **Luis Lumbreras**. Du 3 au 8 février, **Ron van Oers**, Consultant en conservation et gestion urbaines, a organisé et participé à une réunion thématique d'experts sur «**Le patrimoine urbain en bois de la région caraïbe**», à Georgetown, Guyana. **Vesna Vujicic-Lugassy**, de l'Unité de promotion, publication et éducation du Centre, a participé à un cours de formation des enseignants, le premier du genre, sur «L'éducation au patrimoine mondial dans la Région Alsace», les 29 et 30 janvier à Strasbourg, France. Du 16 au 22 février, **Natsue Saito**, expert associé de l'Unité Asie, s'est rendue au Bangladesh où elle s'est entretenue avec les autorités nationales compétentes de l'assistance internationale pour les Ruines du Vihara bouddhique de Paharpur, de l'assistance préparatoire pour l'inclusion du site de Mahasthangarh sur la Liste indicative et de l'établissement de rapports périodiques pour l'Asie. **Lazare Eloundou** a intégré le Centre en mars en tant que spécialiste du Programme dans l'Unité Afrique. Son domaine de spécialisation est l'architecture, la conservation du patrimoine et l'urbanisme. Avant ce poste, il a travaillé pour le Programme Africa 2009. **Flora van Regteren Altena** a été engagée au Centre en février en tant qu'expert associé des Pays-Bas. Elle a une formation d'historienne de l'architecture et des beaux-arts et travaille actuellement à des projets associés au patrimoine culturel africain. **Nathalie Gagnon** a intégré le Centre en mars en tant que fonctionnaire d'administration adjointe à l'Unité administrative. Elle a travaillé en recherche et développement et gestion au Canada et aux Etats-Unis avant de rejoindre le Bureau du budget de l'UNESCO en 1995.



Les participants à la mission de haut niveau à la Vallée de Kathmandu



La Revue du Patrimoine Mondial n°29, février 2003. L'article principal de ce numéro est consacré au **Minaret de Djam** en Afghanistan, le plus remarquable témoin de la culture ghuride qui dominait cette région aux XII^e et XIII^e siècles. Au sommaire également : la **Ville de Cuzco** au Pérou, capitale de l'Empire inca ; **Paramaribo**, capitale du Suriname, ancienne ville coloniale d'origine hollandaise ; **Vielle ville de Lamu**, un port swahili sur la côte kényenne ; et **l'île de Rennell Est** dans les Iles Salomon, le deuxième plus grand atoll corallien surélevé du monde.

Tenez-vous au courant des questions concernant le patrimoine mondial et contribuez à le soutenir en vous abonnant à la *Revue du Patrimoine Mondial* de l'UNESCO (disponible en anglais, français et espagnol) :

Ediciones San Marcos
Alcántara 11, 28006 Madrid, Spain
tel: 34 91 431 43 19 - fax: 34 91 431 65 39
e-mail: suscripciones@ediciones-sanmarcos.com
<http://worldheritagereview.org>

caendrier

24 au 26 avril

6^e colloque international de l'US/ICOMOS : **Gérer le conflit et la conservation dans les villes historiques – Intégrer la conservation au tourisme, au développement et à la politique**. Annapolis, Maryland, Etats-Unis.
Informations : <http://www.icomos.org/usicomos/>

7 au 10 mai

3^e Conférence du Réseau européen du patrimoine et 1^{ère} Conférence commune du Réseau européen du patrimoine et du réseau du patrimoine mondial.

Nicosie, Chypre.
Informations : c.delsol@unesco.org

22 au 24 mai

Conférence sur le patrimoine mondial (Commission nationale néerlandaise, Ministère de l'Education et de la Culture). Amsterdam, Pays-Bas.

Informations : scunesco@nuffic.nl

25 au 29 mai

40^e Congrès annuel de l'IFLA : «**Le défi des paysages**». Calgary, Alberta, Canada.

Informations : <http://www.ifla2003.com>

9 au 12 juin

III^e Congrès international de la Culture et du Développement. (Ministère cubain de la Culture, avec l'appui de l'UNESCO, de l'UNICEF, de l'OEI et du SELA).

La Havane, Cuba.
Informations : patrim@min.cult.cu

18 au 20 juin

Congrès du 40^e anniversaire d'Europa Nostra : «**L'espace culturel européen : le rôle du patrimoine et de la société civile**». Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.

Informations : www.europanostra.org,
co@europanostra.org

29 juin au 5 juillet

27^e session du Comité du patrimoine mondial. Suzhou, China.

Informations : n.dhumal@unesco.org

Patrimoine Mondial

la lettre

Editeur : Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Fax : +33(0)1 45 68 55 70
<http://whc.unesco.org>
e-mail : wheditor@unesco.org

Rédaction : Barbara Giudice

Coordination : Vesna Vujicic-Lugassy
(e-mail : v.vujicic@unesco.org)

Assistance : Karalyn Schenk

Traduction anglais-français : Sabine de Valence

Conception graphique : Nadia Gibson / Grace Hodeir

Impression : UNESCO
ISSN : 1020-0614

Cette Lettre est disponible sur demande en deux versions :
Imprimée :
écrire au Centre du patrimoine mondial
Web :
<http://whc.unesco.org/news/index-fr.htm>